

# FACE AUX CONTRÔLES ET AUX RADIATIONS À LA CAF ET À PÔLE EMPLOI

## NE PAS SE LAISSER FAIRE ET LUTTER !

### ORGANISONS-NOUS !

#### APPEL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES CHÔMEUR·SES ET PRÉCAIRES DU 10 MARS

Le candidat Macron annonce vouloir conditionner le versement du RSA à une activité à mi-temps « soit de formation en insertion, soit d'emploi », payée au-dessous du SMIC et sans droit social.

Fumeuse, cette annonce électorale dessine néanmoins une trajectoire logique, de la réforme du Code du travail à celle de l'assurance chômage, en passant par la mise en place d'une protection sociale coercitive, qu'une surveillance numérique diffuse, généralisée, rend possible. Les croisements automatiques des données des employeurs, des impôts, de la CAF et de Pôle emploi engendrent un premier niveau de contrôle *a priori*, étendu à l'ensemble des usagers. L'activité administrative étant réorientée dans un sens répressif sous l'injonction des directions, un nombre croissant de personnes se trouvent effectivement contrôlées par la CAF et l'enquête recouvre un champ toujours plus large et plus intrusif (données bancaires, bornage téléphonique, adresse IP, etc.).

En parallèle, le gouvernement Macron renforce les contrôles sur la recherche d'emploi [CRE] des chômeur·ses inscrits à Pôle emploi, engendrant l'explosion des radiations et du non-versement punitif des droits sociaux. L'arbitraire est manifeste : un chômeur se voit radié pour un mois car il a envoyé 29 candidatures en courrier recommandé sans passer par le site internet de Pôle emploi. Un autre l'est aussi, alors qu'il a envoyé une trentaine de candidatures exclusivement par voie numérique. La direction de Pôle emploi entend contrôler majoritairement les personnes qui ont travaillé antérieurement dans les secteurs dits « en tension », c'est-à-dire dans lesquels le patronat anticipe des difficultés de recrutement, le plus souvent du fait de conditions de travail très dégradées. Depuis les annonces de Macron, on se demande si on ne va pas bientôt imposer d'aller faire du bénévolat dans ces secteurs... Cette « promesse » électorale marque en tout cas un

changement du régime de contraintes qui s'exerce sur nous, et dont le refus peut nous réunir toutes.

#### « FRANCE TRAVAIL »... QUELLES QUE SOIENT LES CONDITIONS D'EMPLOI

La substitution annoncée de « France travail » à « Pôle emploi » annonce la couleur. Là où l'emploi suppose quelque chose comme des droits, un contrat et un salaire, le travail ne renvoie qu'à une injonction, à une activité sans droit et sans garantie.

La perspective de « France travail », c'est celle de l'accroissement continu du niveau de coercition qui s'exerce sur nous en contrepartie d'allocations versées sous marchandage d'une mise au travail forcée, ou d'un travail « totalement libre » et effectué « dans des conditions normales », selon Macron, c'est-à-dire en réalité dans un contexte de durcissement des rapports d'exploitation et de démaillage des droits sociaux.

À Pôle emploi, la direction organise les manquements des chômeur·ses pour mieux justifier de leur radiation : l'augmentation du nombre de contrôles ne suffisant pas, les SMS automatiques de rappel des rendez-vous ont été supprimés il y a un mois. La dégradation accélérée des conditions de travail des agents reflète elle aussi ces évolutions. Des conseiller·ères sont sanctionné·es au motif qu'ils et elles feraient « bénéficier d'avantages indus » les chômeurs, lorsqu'ils et elles tentent d'éviter leur radiation. Dans d'autres lieux, des équipes s'organisent pour saper la « culture de vigilance » que la direction voudrait imposer.

#### FACE À LA « CULTURE DU CONTRÔLE » UNE RÉSISTANCE COLLECTIVE S'AMORCE

Une première action a eu lieu le 17 mars, avec l'occupation d'un Pôle emploi à Paris et l'organisation d'une assemblée générale sur le site. Les récentes annonces d'un candidat Macron sûr de sa réélection - concernant la protection sociale, les retraites... - ne sont qu'un avant-goût de ce qui nous attend. Nous savons déjà ce qui va nous arriver, discutons ensemble dès maintenant, renouvelons nos pratiques pour mieux contrer le contrôle, retrouvons-nous pour organiser une riposte collective et obtenir de vraies victoires !

#### RASSEMBLEMENT À LA CAF DE CRÉTEIL

Mardi 5 avril 11h00 - 2 avenue du général de Gaulle, Créteil (M° Créteil-Préfecture)

#### 3<sup>ème</sup> AG CONTRE LES CONTRÔLES À LA CAF ET À PÔLE EMPLOI

Judi 14 avril 18h30 - Bourse du travail, salle Jean Jaurès, 3 rue du Château d'eau, Paris 10e (M° République)

Contact, infos, témoignages : 06 09 66 56 20 / [stop.controles@protonmail.com](mailto:stop.controles@protonmail.com)

